

Le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 194
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 5 au 25 avril 1975

LA POUDRIERE INDOCHINOISE

Une fois de plus, la révolution indochinoise fait fi des chiffons de papier devant lesquels l'Ordre établi voulait qu'elle se prosterne, pour canaliser son indomptable énergie dans les négociations avec les régimes mercenaires de Lon Nol et de Thieu, complètement rongés par la concussion et la démoralisation, véritablement pourris sur pied, et qui tombent en poussière dès que le protecteur qui les maintenait artificiellement relâche son effort. Une fois de plus, la révolution indochinoise brandit la seule arme capable de porter des coups aux classes dirigeantes et à l'impérialisme : la force, qui, lorsque les antagonismes sociaux poussés au paroxysme éclatent en un conflit ouvert, devient la méthode de la guerre civile et de la guerre révolutionnaire.

Dans les conditions géo-historiques de l'Asie, mise en éveil par les révolutions russes de 1905 puis de février et octobre 1917, comme dans celles du Sud-Est asiatique qui compte aujourd'hui près de 300 millions d'hommes, et plus particulièrement de la péninsule indochinoise, forte de près de 100 millions d'habitants, où les masses urbaines et paysannes ont été mises en mouvement par la puissante onde sociale de la révolution chinoise, ce sont naturellement des objectifs nationaux et démocratiques que se fixe la révolution, et leur réalisation exige la mise en pièce des vieux Etats et de la domination impérialiste. Ces objectifs sont essentiellement l'organisation en Etats nationaux et la réforme agraire qui brise les vieux liens précapitalistes à la campagne et permet un développement du marché intérieur nécessaire à l'essor d'une industrie moderne et à l'approvisionnement des villes.

De tels objectifs, quoi qu'en disent les pédants professeurs qui excluent, au nom de la révolution socialiste, les mouvements nationaux de la scène historique, sont véritablement subversifs et révolutionnaires. Leur réalisation est, dans les aires coloniales, une prémisses indispensable du socialisme, ce qui n'empêche pas les marxistes de combattre les mystifications présentant les mouvements nationaux comme « socialistes », voire « communistes ».

Il va de soi que les masses prolétariées et particulièrement les noyaux ouvriers sont partie prenante de cette révolution pour laquelle elles combattent avec toute leur ardeur et dont elles constituent l'aile la plus radicale. C'est sur cette donnée matérielle que s'appuie la vision authentiquement marxiste de la révolution en permanence qui suppose un fort mouvement communiste capable de se porter à la tête des masses insurgées des colonies et de faire le lien avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les métropoles capitalistes dans la lutte contre l'ennemi commun, l'impérialisme, qui ne pourra disparaître qu'avec la révolution communiste mondiale.

Tel était le sens des appels pressants lancés en 1920 par l'Internationale Communiste à

Moscou et à Bakou, auxquels ont répondu les masses en effervescence de l'Orient. Mais malgré ces appels, les révolutions des colonies ont dû supporter seules le choc contre l'impérialisme qui avait réussi à écraser le prolétariat mondial et à détruire son parti. La contre-révolution stalinienne a séparé les deux maillons de la chaîne de la lutte contre l'impérialisme et plongé le prolétariat dans une profonde léthargie, entretenue par l'opium du social-impérialisme dont le PCF s'est montré un des représentants les plus odieux.

Ces conditions extrêmement défavorables n'ont pas seulement retardé pour des décennies la possibilité de dépasser les limites de la révolution nationale ; elles ont empêché cette dernière dans un réseau d'intérêts nationaux et impérialistes qui ont terriblement limité son extension géographique et affaibli son radicalisme social ; elles ont permis aux directions les plus modérées, les plus « girondines », de briser l'échine des plus radicales, des plus « jacobines », et de s'assurer en fin de compte la direction du mouvement. Mais malgré tout, elles n'ont pas pu empêcher la révolution de profiter de la moindre faille dans l'ordre international et dans l'équilibre précaire des classes et des Etats locaux, pour faire violemment irruption et déchaîner, contre la vieille société et l'impérialisme, les forces sociales engendrées par l'exploitation et l'oppression.

L'impérialisme français se lance-t-il en 1945 à la reconquête du pays en dépit de la modération de Ho Chi Minh qui se limitait pourtant à revendiquer l'autonomie interne dans le cadre de l'Union Française, selon la formule chère au PCF, alors au gouvernement ? La révolution relève le défi et remporte sur l'impérialisme tricolore, notamment à Dien Bien Phu, une magnifique victoire, dont l'importance dépasse largement le cadre de la péninsule.

Dulles, Molotov et Chou En-lai sauvent-ils la France de la débâcle au nom du sacro-saint équilibre des forces en Extrême-Orient, en obligeant les troupes de libération victorieuses à se retirer au nord du 17^e parallèle,

et en réinstallant au Sud le vieux Etat contre la promesse vague d'élections en vue d'une future et hypothétique réunification ? Les masses paysannes se remettent à bouger, obligeant toutes les classes sociales à prendre parti, le Nord à sortir de ses rêves d'édification pacifique et à soutenir un formidable effort de guerre, la Chine et la Russie à fournir des armes pour conserver leur influence, le gendarme mondial américain à intervenir massivement pour éviter un désastre.

Le Viet Minh se contente-t-il, au nom de la paix sociale, d'une réforme agraire timide ? Les masses paysannes se rebellent, et, malgré une répression impitoyable, obligent l'Etat à aller un peu plus loin.

(suite page 4)

GRÈVE RENAULT

Contre la politique désastreuse du réformisme !

La grève des ouvriers de la Régie démontre à quels désastres, à quel gaspillage d'énergies prolétariennes mène la politique des partis réformistes et des syndicats, qui subordonne les intérêts des masses ouvrières à la bonne marche de l'entreprise, fût-elle nationale, et refuse la méthode de la lutte de classe, alors qu'elle permet à la bourgeoisie d'utiliser impunément ses puissants moyens de mensonge, d'intimidation, de contrainte et de division.

Nous nous contentons de rapporter une chronologie de l'agitation à Billancourt entre le 18 et le 27 février. Mais, de la sèche succession des faits, se dégage un appel insistant à tous les ouvriers combattifs : qu'ils se regroupent, sans préalable politique, dans les syndicats comme hors des syndicats, pour tenter de contrer cette politique criminelle de sabotage de la lutte de défense la plus élémentaire, pour combattre le découragement qu'elle entraîne, pour préparer les prochaines et inévitables luttes, pour aider la classe ouvrière à opposer au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme un véritable front de classe.

En février il existait à Renault une situation combative. Depuis le 3, grève des OP des presses du Mans. Puis le 11, grève des caristes et manutentionnaires, à 80 % immigrés, à Billancourt, résurgence d'une lutte toujours vivante pour l'amélioration du sort des plus défavorisés et la lutte contre la concurrence entre ouvriers. « La revendication des caristes est la même que celle qui, en mars 73, déclencha la grève des ouvriers des presses — en majorité des travailleurs immigrés, et entraîna plusieurs semaines de lock-out », reconnaît la CGT. Mais pour la CGT comme pour le PCF, la revendication à travail égal salaire égal est une

simple « règle de justice » et non la revendication élémentaire que la lutte brandit pour forger la solidarité de classe. Loin d'unifier, ils se sont livrés au jeu désormais classique avec la direction pour casser le mouvement (voir **Le Prolétaire** n° 191) : dès le 13, acceptation d'un compromis ; la direction en profite pour lock-outer ; la CGT se plaint de l'illégalité et de l'« irresponsabilité » de la direction, mais n'organise aucune riposte ; le « soutien aux grévistes » qu'elle organise n'est qu'une démonstration de « sympathie active » des autres catégories ; les discussions repren-

(Suite page 2)

PORTUGAL

Le mensonge de la « démocratie non violente »

Quand, le 7 mars, au Portugal, une foule de prolétaires manifesta dans la ville ouvrière de Setubal pour empêcher le Parti Populaire Démocratique (PPD) — qui fait partie, aujourd'hui encore, de la coalition gouvernementale après avoir été accusé pour le moins de complaisance à l'égard du coup d'Etat manqué de Spínola — de tenir une réunion, et essaya une fusillade de la police, les partis gouvernementaux unanimes condamnèrent les « violences de l'extrême gauche qui font le jeu de la réaction » et lancèrent un appel « à la vigilance, pour la défense de la démocratie » (communiqué du Parti Communiste Portugais rapporté par l'Unità du 10 mars), en déplorant « les comportements qui portent préjudice au climat de tranquillité, de libre exercice des droits restitués aux citoyens, et de la liberté démocratique que l'on veut voir définitivement instaurée au Portugal » (communiqué conjoint des ministères de l'Intérieur et de l'Information, rapporté par le même journal). Ces condamnations ne datent pas d'hier ; au cours de la toute dernière période, on peut rappeler la déclaration de Cunhal selon laquelle les agissements de la droite étaient menés « avec la collaboration des extrémistes de gauche, qui se disent révolutionnaires et qui ne peuvent que renforcer la position de la réaction

aux élections [la seule chose qui intéresse vraiment les « communistes » affiliés à Moscou] » (cf. *Le Monde* du 5 mars). Le 8 mars, le numéro 2 du PC portugais, Octavio Pato, déclarait que « la réaction de gauche veut le désordre et cherche à séparer le Mouvement des Forces Armées des masses [ce qui est la pire des choses, comme le relève aussi *La Pravda* du 23], en obligeant les militaires à exercer une répression ». Et pourtant, dès le 20 février, en annonçant pratiquement l'institutionnalisation — rendue officielle quelques jours plus tard — du MFA comme « garant de la Révolution portugaise » le chef du gouvernement, Vasco Gonçalves, n'avait pas caché les causes objectives du profond malaise ouvrier et paysan : plus de 200.000 chômeurs, l'inflation la plus forte d'Europe, des salaires de misère, une insécurité grandissante, la révolte contre les abus des patrons et des propriétaires fonciers, les réactions à l'égard d'une « révolution » qui voudrait être celle de la « tranquillité sociale » et de la « liberté pour tous » dans un pays déchiré par de profondes oppositions de classe et écrasé, comme dirait Marx, sous le double poids « du développement de la production capitaliste et de l'insuffisance de ce développement ». Les masses en effervescence du 7 mars exprimaient confusément cette rancœur. Et face à cela : sus

aux masses des déshérités ! Vive ceux qui sont « obligés » de tirer sur elles !

Cinq jours après la fusillade de Setubal, la tentative de coup d'Etat. Qui avait raison : les masses déshéritées, avec leur conscience instinctive qu'une épreuve de force était de plus en plus proche, dans cette fausse atmosphère de « tranquillité sociale », ou ceux qui les accusaient de connivence, au moins objective, avec la « réaction » ? Les balles que leur réservait la police gouvernementale n'annonçaient-elles pas d'autres balles ? Ceux qui, « communistes » ou socialistes, ont passé leur temps depuis qu'a éclaté la « révolution fleurie » à dévier la colère des ouvriers et des paysans — comme nous l'avons montré à plusieurs reprises tout au long de l'année — vers les eaux pacifiques de la « responsabilité » et du légalitarisme, en les empêchant de s'attaquer à l'ennemi de classe et en les couvrant d'opprobre dès qu'ils s'engageaient sur cette voie, à qui ont-ils laissé le champ libre, eux qui condamnent l'usage de la violence et qui réclament l'ordre avant tout, sinon à la force armée du bras séculier du régime, l'armée ? En renonçant, comme toujours, ne disons pas à la « révolution » par en bas, elle n'a pas eu lieu, mais même à la préparation

(suite page 4)

A NOS LECTEURS

Le prochain numéro du Prolétaire, le n° 195, aura 8 pages et paraîtra avec un décalage d'une semaine, le 26 avril. La périodicité normale sera rétablie à partir du n° 196 qui paraîtra le samedi 17 mai.

Contre la politique désastreuse du réformisme !

(Suite de la page 1)

ment et la situation « d'urgence » est prétexte à accepter de nouvelles reculades ; finalement la CGT « conseille » la reprise sur le « succès fondamental » obtenu : en réalité une seule revendication a été obtenue — tous au maxi dans chaque catégorie —, mais l'augmentation n'est que de 0,13 F/h pour tous et au 1er mars seule-

ment, les coefficients les plus bas sont conservés. **L'Humanité** titre : « c'est gagné ». Les grévistes reprennent le lundi 17, « dans l'enthousiasme » ajoute cyniquement **L'Humanité**, du 18 février, qui parle pour la première fois des mouvements qui ont lieu depuis 15 jours à Sandouville : plus de danger d'unification ! Mais la lutte continue, en particulier à Billancourt et au Mans.

Dix jours de luttes ouvrières à Billancourt

Mardi 18

● Les mouvements se poursuivent : grève des pistoleurs, des soudeurs et des petites presses au 38, des soudeuses au 30, des tôliers et contrôleurs, pour : — la suppression du P1 A 170, passage au P1 180 maxi, — disparition des coefficients les plus bas (155, 160, 165) pour les OS, passage au 170 pour tous les OS, — passages en masse à la catégorie supérieure pour tous.

● Pour tenter de prévenir l'incendie, la direction annonce, en attendant la mise au point des nouvelles classifications, une prime dite d'attente :

1) pour tous les OS (55.000) de la Régie : 0,13 F/h à partir du 1er mars (extension de l'augmentation obtenue par les caristes) ;

2) pour les employés et techniciens, 22,50 F par mois sur la base de 40 h ;

3) passage de tous les OS au taux maxi de chaque catégorie d'ici au 10 mars ;

4) 50 % des professionnels rémunérés au taux maximum — au lieu de 30 % précédemment.

● La CGT salue ces miettes comme « un succès fondamental » et la CFDT « un progrès appréciable ».

Mercredi 19

● La combativité reste forte à la Régie : débrayage à Flins, Sandouville ; au Mans, le mouvement continue. A Billancourt, les soudeurs du 38 poursuivent la grève ; discussions dans les ateliers, réunions comme au 59, délégations comme au 45 ; les chaînes sont quasiment arrêtées (30 voitures faites à la Sellerie au lieu de 120 habituelles dans la matinée) ; en majorité les ateliers en grève sont des OS immigrés.

● Début de la grève illimitée au 77 des professionnels de l'entretien, pour obtenir :

— 300 F pour tous intégrés au salaire de base, — un seul taux par catégorie, le maxi,

— P1 à 180 pour les graisseurs, magasiniers, soudeurs, — P2 pour les possesseurs de CAP, FPA,

— passage automatique dans la catégorie supérieure au bout de 5 ans d'ancienneté ainsi qu'au-dessus de 50 ans.

● A midi, la direction convoque le CE pour menacer de lock-out si l'agitation persiste.

● Les syndicats cherchent à désamorcer l'action.

La CGT propose aux pistoleurs de reprendre le travail sur la base des mesures annoncées le 18. « Le vote avait lieu au moment du repas, alors que bon nombre d'entre eux étaient à la cantine. Vote négatif cependant. Finalement, devant les exhortations des délégués CGT (« Si vous ne voulez pas reprendre le travail, vous prenez vos responsabilités »), l'équipe du matin reprenait le travail, sous réserve de l'accord de l'équipe suivante » (**Libération**, 20-02). En fin d'après-midi, la seconde équipe de pistoleurs décide la reprise contre la promesse verbale de la direction qu'ils passeraient tous au coefficient 180 lors des négociations sur les classifications, le 18 mars.

● Dans l'après-midi communiqué des responsables CGT de

toutes les usines Renault, réunis pour indiquer la tactique à suivre :

« Les luttes doivent être souples pour se modifier en fonction de la tactique de l'adversaire, elles doivent coûter le moins cher possible aux travailleurs et leur rapporter le maximum ». Ils donnent l'exemple des caristes et des pistoleurs, des OS presse qui ont repris le travail sur un compromis, comme exemple « de la maturité et de la lucidité des ouvriers en grève. En modifiant leur tactique de lutte [c'est-à-dire en reprenant le travail], ils ont retiré à la direction le prétexte au lock-out ». Donc grèves perlées, reprise isolée à la moindre miette accordée à la catégorie : « nous déjouerons les pièges de l'adversaire et de ses alliés traditionnels, les groupes gauchistes et aventuriers, qui n'ont d'autre but que de stopper le mouvement en tentant de le dévoyer [...]. Il ne s'agit pas de mettre la Régie sur la paille, de paralyser l'entreprise, mais d'obtenir sans attendre l'ouverture des négociations ».

● Au soir du 19, la CFDT comme la CGT reprend ce même leitmotiv de l'ouverture immédiate des négociations que les deux syndicats fixent comme objectif essentiel à la grève.

● En fin d'après-midi, les débrayages cessent à l'île Seguin (sous quelles obscures pressions de la CGT, comme pour les pistoleurs ?), la production des 4L et R6 s'effectue normalement.

Jeudi 20

● Poursuite de la grève du 77, du 38, du 55.

● A 9 h, débrayage des chaînes de R6 et 4L. A 10 h, la direction veut faire passer sur la chaîne des R4 les non-grévistes de la R6. Des grévistes, accompagnés par des professionnels, répondent en se couchant sur la chaîne pour tout arrêter complètement. Une quinzaine de militants CGT sont arrivés et ont traités les ouvriers de « provocateurs gauchistes ». Une partie des ouvriers écœurés reprennent le travail sur la chaîne des 4L, alors que la R6 est toujours arrêtée (tract du 20.2 des ouvriers de Billancourt, et **Libération** 21-02).

● A midi, chez les professionnels du 77, les ouvriers organisent un vote sur la poursuite de la grève illimitée. La CGT veut démobiliser en proposant la reprise, et un débrayage de 2 à 3 heures par jour pour remplacer la grève qu'elle condamne. Refus des ouvriers par 250 voix contre 30 (la section CGT du 77 vote contre la grève). Les ouvriers attendent l'entrée de l'équipe de l'après-midi pour organiser un vote en assemblée générale. Malgré le vote pour la grève, 15 militants de la CGT reprennent le travail.

● A 15 h, meeting CGT-CFDT attirant 3.000 à 4.000 ouvriers dont des délégations de grévistes : les syndicats mettent en garde contre les provocations, appellent les travailleurs à « rester intelligents », « la vigilance et l'intelligence, la souplesse et la fermeté sont les critères de la responsabilité » dit Sylvain en mettant en garde contre les grèves-bouchons. A plusieurs reprises, les ouvriers, surtout les OS du 38, le sifflent. « La parole

aux grévistes » crient certains. Les syndicats ne disent pas un mot sur les mouvements en cours, comme s'ils n'existaient pas, en particulier rien sur la grève des OP du 77, ni sur les moyens de réaliser l'unité avec les OS ; alors que justement le problème des liaisons dans l'entreprise a été rendu plus difficile par la tactique de la direction qui a posté la maîtrise aux portes et gêne la délivrance des bons de sortie. A la fin du meeting la déception des grévistes est vive.

● La « vigilance » de la CGT se manifeste : la CGT s'oppose aux ouvriers du 54 qui voulaient discuter avec leurs camarades du 57 sur la grève. Vives discussions. Des ouvriers déchirent leur carte de la CGT.

Vendredi 21

● Depuis le début de la semaine, une cinquantaine d'arrêts de travail limités et de grèves catégorielles à Cléon, Le Mans, Sandouville, Flins, Saint-Ouen, Douai, Dreux, Billancourt.

A Billancourt, poursuite de la grève au 38, à la mécanique de l'île Seguin ; à la sellerie la CGT ne propose qu'une heure de grève ; mais la combativité est telle que le mouvement continue toute la journée pour le 170 maxi pour tous les OS sur chaîne.

● Au 77, où la grève illimitée continue, tentative des ouvriers de s'organiser eux-mêmes : création d'un Collectif de grévistes, qui distribue un tract appelant à l'unité et expliquant leur lutte.

● L'Humanité du 22 février annonce traitreusement la reprise des grévistes du 77 avec les peintres, après satisfactions partielles.

● D'autres tentatives d'unification par les grévistes eux-mêmes ont lieu : depuis jeudi, des groupes de grévistes vont de chaîne en chaîne pour les bloquer, discuter avec leurs camarades des autres ateliers et se grouper pour empêcher les coups de main de la maîtrise.

Lundi 24

● Poursuite de la grève au 77 : l'assemblée générale des grévistes décide d'aller trouver les responsables des trois syndicats pour leur demander de définir leurs positions face à la grève et comment ils comptent coordonner les luttes. Réponse de Sylvain : « la combativité est bonne, mais la tactique du 77 (grève

totale) est mauvaise sous cette forme, et on ne veut pas reprendre au niveau de l'usine la tactique du 77 [...]. Nous ne ferons pas de publicité ». Position identique, en plus démagogique, de la CFDT, qui soutient la lutte « sous cette forme », « mais au niveau de l'usine, nous ne souhaitons pas le lock-out ».

● A la sellerie, la CGT propose « d'abandonner toute grève illimitée au profit de débrayages tournants ». Vers 10 h, suite à cette intervention, la grève cessait, mais la combativité reste forte et la production est considérablement ralentie jusqu'à l'après-midi.

● Des mouvements se poursuivent à Flins, Cléon, Sandouville, Le Mans où la production est ralentie à 50 %.

● Déclaration de la CGT : « éviter les pièges, les provocations, les grèves-bouchons, donnant prétexte au lock-out ou à la répression ». Mais la répression est justement permise quand les ouvriers se présentent en bataillons dispersés :

● La direction envoie une lettre d'intimidation à 80 ouvriers de la mécanique, en les menaçant de sanctions disciplinaires et de poursuites judiciaires pour activités illégales et blocage des chaînes le jeudi 20 (ceux que la CGT traitait de « provocateurs ») et 17 d'entre eux seront par la suite licenciés.

● La CGT continue à organiser des débrayages partiels de 1 à 2 heures, ou des délégations aux mairies communistes pour demander, comme à Saint-Ouen, au préfet d'intervenir auprès de la direction.

Mardi 25

● Réunion de l'AG des grévistes du 77. Compte tenu de l'isolement de leur lutte voulu par les directions syndicales, et pour éviter le pourrissement de leur grève, ils décident de reprendre tous ensemble, en continuant à organiser l'action eux-mêmes : décision de sortir un tract expliquant leurs perspectives aux ouvriers de la Régie, et de se réunir tous ensemble tous les jeudis pour faire le point de la situation et prendre des décisions d'action (tract **L'Insurgé**, 26-02).

● Grève des caristes de Peugeot à Sochaux sur les mêmes revendications qu'à Renault, précédée d'une grève des soudeuses depuis le vendredi : cela traduit que le mouvement correspond à des exigences réelles et unitaires des travailleurs.

Mercredi 26

● Reprise des OP du 77. La grève au 38 se poursuit ; débrayages à Sandouville et au Mans.

● En fin d'après-midi, reprise des grévistes du 38, qui sont eux aussi restés isolés pendant tout leur magnifique mouvement, avec la promesse verbale de suppression du 155 (coefficient de la majorité des soudeurs) lors des négociations du 18 mars, paiement à 43 % des jours de grève, le reste retenu sur 4 mois. Reprise « dans l'enthousiasme » dit le tract de la CGT du 27-02. L'agitation s'étend au Mans : 50 % du personnel participe à deux débrayages d'1 heure 30 suivis de meeting.

Jeudi 27

● La direction de Cléon annonce au C.E. un lock-out vendredi. Habile tactique de division : il sera indemnisé à 60 %.

Vendredi 28

● Offensive de la direction qui menace, par lettre individuelle à ses 100.000 salariés, de réductions d'horaires pour plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers à Billancourt, Flins et Sandouville si le coulage continue au Mans.

● Meeting d'information CGT-CFDT à Sandouville sur les menaces de lock-out : pas de mobilisation pour une véritable riposte, mais explications creuses sur les fausses raisons de la direction : « les stocks sont suffisants ». Les syndicats précisent au contraire qu'ils n'engageront « aucune action inconsidérée risquant d'aboutir au lock-out » (alors que le lock-out est là !) mais continueront les actions « secteur par secteur ».

● Les grèves perlées continuent : 2 h 30 à l'île Seguin, 1/2 heure à Flins pour les OP, 1/4 d'heure à Saint-Ouen (!), et ainsi de suite dans toutes les usines de Renault. La CGT se déclare « satisfaite de la manière responsable dont les travailleurs modifient leur tactique. Ainsi les soudeurs du 38, après les caristes, les pistoleurs, ont cessé leur mouvement de grève pour organiser des débrayages limités » (**L'Humanité**, 1-03).

**

Par la suite, les syndicats vont utiliser les mêmes tactiques de démobilisation et de désorganisation, empêchant la jonction des détachements ouvriers des différentes usines et en particulier isoler ceux du Mans.

SUISSE

Une journée de... refus de toute action

Le 26 février au soir et le 1er mars, une soi-disant « journée nationale d'action pour la sécurité de l'emploi et contre la baisse des salaires » était organisée en Suisse. Il s'est agi en réalité d'une journée de refus public de toute action ; dans la forme, car elle s'est déroulée en dehors des heures de travail et donc sans gêner en quoi que ce soit le patronat, et dans le fond, car elle n'était ni le point d'aboutissement ni le point de départ d'actions concrètes, mais a consisté en un chapelet de discours officiels qui se sont limités à constater les attaques du capital, sans avancer d'autre moyen pour s'y opposer qu'un pacifique appel « à la Banque Nationale, au Conseil Fédéral et au Parlement » pour qu'ils pratiquent « systématiquement une politique de plein emploi ».

Comment s'en étonner ? L'Union des Syndicats Suisses (USS) avait diffusé à cette occasion un manifeste où l'on affirmait crûment : « Dans le système économique d'aujourd'hui, les syndicats n'ont aucune possibilité d'empêcher les licenciements » ; ce qui revient à proclamer sans la moindre pudeur la ferme volonté d'accepter passivement les attaques du capital et le refus décidé de faire usage du moyen élémentaire de pression spécifique prolétarien, la grève. Rien d'étonnant qu'au lieu d'appeler à la riposte de classe l'USS ait adressé d'humbles prières au patronat pour l'inviter à respecter les Conventions Collectives, dans

lesquelles figure le principe du respect de la Paix du Travail.

Trente-sept ans de Paix du Travail, à laquelle ont honteusement souscrit les prétendus « représentants ouvriers », cela pèse lourdement sur la reprise de la lutte économique, et ce n'est certainement pas avec l'USS et sa tradition social-chauvine et pacifiste que s'organisera la riposte prolétarienne pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière. C'est par la rupture avec tous les défenseurs de l'économie nationale et de l'ordre établi, par la reprise des mots d'ordre et des méthodes de la lutte de classe, par le regroupement des travailleurs combattifs à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats, hors de l'influence paralysante et dissolvante des agents du capital dans les rangs ouvriers que pourra se reconstituer le front unique du prolétariat contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, qui devra servir de levier dans la lutte d'émancipation du prolétariat.

Tandis que le chômage grandit et que la chute du pouvoir d'achat s'accroît au pays de cocagne de la « société du bien-être », c'est dans cette direction que se battent les révolutionnaires marxistes. Toute autre voie ne mène que dans le marais de « l'ordre » constitué, c'est-à-dire de la misère et de l'exploitation.

La question de l'immigration dans la tradition du communisme

Le phénomène de l'immigration

(LE CAPITAL de Marx)

Le rôle joué par l'immigration dans la constitution de l'armée de réserve, et comme facteur supplémentaire de la concurrence entre les prolétaires, qui est « l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat » (Engels), a été souligné d'emblée par Engels, décrivant la surexploitation et le rôle du prolétariat irlandais immigré en Angleterre dans la Situation de la classe laborieuse en Angleterre (1845), et par Marx, notamment dans le chapitre sur l'Accumulation du capital, dans le livre I du Capital. Citons entre autres ce passage, en réponse à ceux qui veulent faire du phénomène effectivement considérable de l'immigration, et des conditions qu'elle crée pour la lutte des ouvriers, un prétexte à la « rénovation » d'un marxisme qui aurait « oublié » ce phénomène :

« Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre d'ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires.

L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve et en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital ». (Le Capital, Livre I, Septième Section, chapitre XXV.)

Marx et les ouvriers irlandais en Angleterre

Les conséquences politiques de cette concurrence entre les ouvriers « nationaux » et les immigrés sont résumées avec force par Marx, dans une lettre de 1870 reprenant les termes d'un rapport de la même année au Conseil de la Première Internationale, à propos de la question irlandaise. Marx en tirait la conclusion que le seul moyen pour permettre l'unité effective de ces deux fractions de la classe ouvrière était de combattre d'une part, pour l'indépendance de l'Irlande, et de préconiser l'organisation autonome des ouvriers irlandais, non par préférence de principe pour l'autonomie, au contraire, mais comme seul moyen pour combattre la méfiance légitime des ouvriers des pays colonisés envers les organisations même ouvrières du pays colonisateur.

« A cause de la concentration croissante de la propriété de la terre, l'Irlande envoie son surplus de population vers le marché du travail anglais, et fait baisser ainsi les salaires, et dégrade la condition morale et matérielle de la classe ouvrière anglaise.

Nous avons montré dans la série d'articles **L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés** parue dans **Le Proletaire** n° 188 à 191 comment la défense de la large fraction du prolétariat représentée par les immigrés dans les pays impérialistes concerne toute la classe ouvrière, à l'égard de laquelle l'attitude chauvine des grandes organisations opportunistes dans la question de l'immigration constitue une véritable trahison. Les quelques textes que nous donnons ici à titre de points de repère indiquent quelle a été et quelle doit être la position

de classe sur cette question que le marxisme a posée d'emblée (avec la question irlandaise en Angleterre) au centre de son combat pour l'unification de la classe ouvrière dans la lutte revendicative et en vue de son combat politique général contre le capital.

Nous nous bornons ici à des extraits de Marx et de Lénine. Nous reviendrons prochainement sur la question en rappelant la position des syndicats, notamment par des textes de l'Internationale Syndicale Rouge et de la CGTU.

Et le plus important de tout ! Chaque centre industriel et commercial en Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles, les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais.

L'ouvrier anglais moyen hait l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se sent un membre de la nation dominante, et ainsi se constitue en un instrument des aristocrates et des capitalistes de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre le travailleur irlandais. Son attitude envers lui est très semblable à celle des « pauvres blancs » en-

vers les « nègres » des anciens Etats esclavagistes des U.S.A. L'Irlandais lui rend d'ailleurs la pareille, et avec intérêt. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'instrument stupide de la domination anglaise en Irlande.

Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente. (Lettre de Marx à Sigfrid Meyer et August Vogt, 9 avril 1870.)

Liberté d'émigration et d'immigration !

(Congrès de Stuttgart, 1907)

Outre l'article synthétique de Lénine, publié en 1913, on rappellera la mise au point contenue dans ses deux articles sur le Congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907. L'attitude caractéristique du social-chauvinisme, qui, sous le prétexte illusoire de protéger un

« marché de l'emploi » national, se fait le complice de sa bourgeoisie contre les ouvriers des autres pays, y est stigmatisée, et reliée à l'ensemble des positions de collaboration des classes qui s'étaient cristallisées à Stuttgart contre la position révolutionnaire.

« Nous nous bornons à quelques mots en ce qui concerne la résolution sur l'émigration et l'immigration. Sur cette question également se fit jour en commission une tentative pour soutenir d'étroites conceptions de corporatisme, d'interdire l'immigration d'ouvriers en provenance des pays arriérés (celle des coolies venus de Chine, etc.). C'est là le reflet de cet esprit « aristocratique » que l'on trouve chez les prolétaires de certains pays « civilisés » qui tirent certains avantages de leur situation privilégiée et qui sont pour cela enclins à oublier les impératifs de la solidarité de classe internationale. Mais au congrès proprement dit, il ne se trouva pas d'apologistes de cette étroitesse petite-bourgeoise de corporatisme, et la résolution répond pleinement aux exigences de la social-démocratie révolutionnaire. (Le Congrès socialiste international de Stuttgart, I (1907). Œuvres, tome 13, p. 79.)

« La commission sur l'émigration

et l'immigration du congrès de Stuttgart vit, elle aussi, apparaître de manière très nette des dissensions entre opportunistes et révolutionnaires, les premiers s'étant mis en tête l'idée de restreindre les droits des ouvriers des pays arriérés d'émigrer (en particulier de Chine et du Japon). L'esprit de corporatisme borné, l'exclusive trade-unioniste, l'emportaient chez de tels gens sur leur compréhension des tâches du socialisme ; travail d'éducation et d'organisation des couches du prolétariat qui ne prennent pas encore part au mouvement ouvrier. Mais le congrès repoussa toutes les invites à suivre cette voie. Même en commission, les partisans d'une telle limitation de la liberté d'émigrer restèrent totalement isolés, et la résolution du congrès réaffirma le principe de la solidarité dans la lutte de classe des ouvriers de tous les pays ». (Le Congrès socialiste international de Stuttgart, II (1907). Ibid., p. 90.)

Le capitalisme et l'immigration des ouvriers

(un article de Lénine)

Dans l'article qui suit, Lénine souligne l'aspect positif du point de vue révolutionnaire du grand mouvement d'immigration qui entraîne dans la lutte de classe des masses humaines venues de tous les pays, au contraire des philanthropes défaitistes qui se bornent à déplorer les aspects humainement

cruels du phénomène. Ce caractère progressif révolutionnaire n'a évidemment rien à voir avec la perspective culturaliste et paternaliste des sociaux-démocrates qui se félicitent que des peuples arriérés aient ainsi accès à la « civilisation », ou à la « formation technique et professionnelle ».

Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés.

Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de

les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de déli-

Durant les dix années	1821-1830	99 000 émigrants
» » »	1831-1840	496 000 »
» » »	1841-1850	1 597 000 »
» » »	1851-1860	2 453 000 »
» » »	1861-1870	2 064 000 »
» » »	1871-1880	2 262 000 »
» » »	1881-1890	4 722 000 »
» » »	1891-1900	3 703 000 »
» neuf »	1901-1909	7 210 000 »

La progression de l'émigration est considérable et ne cesse de s'accroître. En cinq ans, de 1905 à 1909, l'Amérique a accueilli en moyenne (il s'agit uniquement des Etats-Unis) plus d'un million de personnes par an.

Il est intéressant de noter que la structure de l'immigration en Amérique a changé. Jusqu'en 1880 c'est ce qu'on appelle la vieille immigration, venue des vieux pays civilisés, Angleterre, Allemagne, en

Durant les dix années	1871-1880	201 090
» » »	1881-1890	927 000
» » »	1891-1900	1 847 000
» neuf »	1901-1909	5 127 000

Ainsi, les pays les plus arriérés du vieux monde, ceux qui ont conservé le plus de vestiges du servage dans tout leur système de vie, passent pour ainsi dire par l'école forcée de la civilisation. Le capitalisme américain arrache des millions d'ouvriers de l'Europe orientale arriérée (y compris de la Russie, qui a fourni 594.000 émigrants en 1891-1900 et 1.410.000 en 1901-1909) à leurs conditions semi-moyennes et les place dans les rangs de l'armée avancée et internationale du prolétariat.

Hourwich, auteur d'un ouvrage extrêmement instructif, intitulé *Immigration et travail* et paru l'an dernier, cite une observation intéressante. Après la révolution de 1905, le nombre des immigrants en Amérique a particulièrement augmenté (1905 : 1 million ; 1906 : 1,2 million ; 1907 : 1,4 million ; 1908

ce du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc.

L'Amérique tient la tête des pays qui font venir des ouvriers. Voici les chiffres concernant le nombre des émigrants en Amérique :

partie Suède, qui a prédominé. Jusqu'en 1890 même, l'Angleterre et l'Allemagne ont fourni ensemble plus de la moitié du total des immigrants.

En 1880 débute une progression incroyablement rapide de l'immigration dite nouvelle, venue d'Europe orientale et méridionale, d'Autriche, d'Italie et de Russie. Voici le nombre des immigrants aux Etats-Unis d'Amérique fournis par ces trois pays :

et 1909 : 1,9 million). Les ouvriers qui avaient connu toutes sortes de grèves en Russie ont apporté en Amérique l'esprit de grèves plus audacieuses, plus offensives et plus massives.

La Russie prend de plus en plus de retard, en cédant à l'étranger une partie de ses meilleurs ouvriers ; l'Amérique va de l'avant de plus en plus vite, prenant dans le monde entier la population ouvrière la plus énergique et la plus apte au travail (1).

(suite page 4)

(1) Outre les Etats-Unis, les autres Etats d'Amérique vont aussi rapidement de l'avant. L'année dernière d'environ 250.000 en Amérique, d'environ 170.000 au Brésil et de plus de 200.000 au Canada, soit un total de 620.000 dans l'année.

Luttes dans les colonies

Djibouti

Tandis que l'impérialisme français accentue l'oppression militaire et policière qu'il fait peser sur la petite enclave de Djibouti emprisonnée dans les barbelés, les grèves et les manifestations d'ouvriers et d'étudiants se succèdent dans le « territoire français d'outre-mer ». Et l'opportunisme, qui se garde bien d'insuffler aux ouvriers français la haine d'une bourgeoisie qui les opprime aussi, fait des prières pour que le « problème » soit résolu par un marchandage avec la Somalie « socialiste » qui réclame le territoire.

Quelle que soit la « solution » pour laquelle luttent les opprimés de Djibouti, les prolétaires de la métropole ne doivent être guidés que par un seul objectif : combattre l'Etat français, qui est l'ennemi commun, et tendre

la main à ceux qui osent se rebeller contre lui, comme vient de le faire le vaillant commando du F.L.C.S. (Front de Libération de la Côte de Somalie) qui a obtenu la libération de deux militants, emprisonnés à vie pour crime d'... anti-impérialisme.

Guadeloupe

A des milliers de kilomètres de là, dans un autre baigne de la domination française, à la Guadeloupe, la campagne de la canne à sucre suscite cette année aussi une vague de grèves des ouvriers agricoles à laquelle la bourgeoisie tente de s'opposer en faisant venir des jaunes d'Haïti. Le mouvement s'est étendu aux ouvriers de l'industrie. Il n'y a pas d'autre voie pour faire entendre les exigences des travailleurs.

La question de l'immigration

(suite de la page 3)

L'Allemagne, qui progresse plus ou moins au même niveau que l'Amérique, se transforme de pays qui laisse partir ses ouvriers en pays qui attire les ouvriers étrangers. Le nombre des immigrants venus en Amérique d'Allemagne, qui s'était élevé à 1.453.000 durant

les 10 années 1881-1890, est tombé à 310.000 durant les 9 années 1901-1909. Par contre, le nombre des ouvriers étrangers en Allemagne était de 695.000 en 1910-1911, et de 729.000 en 1911-1912. Si nous considérons la répartition de ces derniers par occupations et par pays d'origine, nous obtenons le tableau suivant :

	Ouvriers étrangers travaillant en Allemagne en 1911-1912 (en milliers)		Total
	Dans l'agriculture	Dans l'industrie	
venus de Russie	274	34	308
d'Autriche	101	162	263
d'autres pays	22	135	157
Total	397	331	728

Plus un pays est arriéré, et plus il fournit d'ouvriers non qualifiés, de manœuvres, d'ouvriers agricoles. Les nations avancées s'approprient, pour ainsi dire, les meilleurs sortes de gagne-pain, en laissant les pires aux pays demi-sauvages. L'Europe en général (les « autres pays ») fournit à l'Allemagne 157.000 ouvriers, dont plus des 8/10 (135.000 sur 157.000) sont des ouvriers d'industrie. L'Autriche arriérée ne fournit que 6/10 (162.000 sur 263.000) d'ouvriers d'industrie. Le pays le plus arriéré, la Russie, ne fournit qu'un dixième d'ouvriers d'industrie (34.000 sur 308.000).

Ainsi, partout et en tout, on fait payer son retard à la Russie. Mais les ouvriers de Russie, comparés

au restant de la population, sont l'élément qui cherche le plus à échapper à ce retard et à cette sauvagerie, qui réagit le plus vigoureusement à ces « charmantes » qualités de leur patrie et qui s'unit le plus étroitement aux ouvriers de tous les pays pour former une seule force mondiale de libération.

La bourgeoisie cherche à diviser en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre. Les ouvriers conscients, comprenant qu'il est inévitable et progressif que le capitalisme brise toutes les cloisons nationales, s'efforcent d'aider à éclairer et à organiser leurs camarades des pays arriérés. (Lénine, *Œuvres*, tome 19, pp. 488-491).

Le programme du parti bolchevik et les travailleurs immigrés (1917)

Lénine reviendra sur cette question, en la liant toujours à la dénonciation du pillage impérialiste du monde entier, et de la complicité avec leurs bourgeoisies des courants social-chauvins qui se développent dans les grandes métropoles impérialistes au sein de l'aristocratie ouvrière corrompue par ces (relatifs) privilèges impérialistes, dans son article d'octobre 1917 « Pour une révision du programme du parti » (il s'agit du parti bolchevik russe, mais les questions internationales en sont les indispensables piliers) :

« En terminant ainsi l'analyse du projet du camarade Sokolnikov, nous devons remarquer en particulier une addition très précieuse, qu'il propose et qu'il conviendrait,

à mon avis, d'adopter, et même d'élargir. Voici : il propose dans le paragraphe qui traite du progrès technique et de l'accroissement de l'emploi du travail des femmes et des enfants, d'ajouter : (employer) « de même la main-d'œuvre étrangère non spécialisée, importée des pays arriérés ». C'est une addition précieuse et nécessaire. Précisément, cette exploitation du travail d'ouvriers plus mal rétribués venus des pays arriérés est caractéristique de l'impérialisme. C'est en partie sur elle qu'est fondé, pour une part, le parasitisme des pays impérialistes riches qui corrompent une partie de leurs ouvriers à l'aide d'un salaire plus élevé, tout en exploitant sans mesure et sans vergogne la main-d'œu-

vre étrangère « bon marché ». Il faudrait ajouter les mots « plus mal rétribués » ainsi que les mots « et souvent privés de droits », car les exploités des pays « civilisés » profitent toujours de ce que la main-d'œuvre étrangère importée est privée de droits. C'est ce qu'on observe constamment non seulement en Allemagne à l'égard des ouvriers russes, plus exactement venus de Russie, mais aussi en Suisse à l'égard des Italiens, en France à l'égard des Espagnols et des Italiens, etc.

Peut-être serait-il rationnel de souligner plus fortement et d'exprimer plus concrètement dans le programme la place à part qu'occupe une poignée de pays impérialistes, les plus riches, qui s'enrichissent en parasites par la mise à sac des colonies et des nations faibles. C'est un trait extrêmement important de l'impérialisme, trait qui soit dit en passant, facilite jusqu'à un certain point l'apparition de profonds mouvements révolutionnaires dans les pays soumis au brigandage impérialiste, menacés d'être partagés ou étranglés par les géants impérialistes (c'est le cas de la Russie), et, au contraire, entrave jusqu'à un certain point la naissance des mouvements révolutionnaires profonds dans les pays qui pillent selon les procédés impérialistes beaucoup de colonies et de pays étrangers, faisant ainsi d'une partie (relativement) grande de leur population leurs complices dans le partage du butin.

C'est pourquoi je proposerais d'insérer une indication sur l'exploitation de certains pays par d'autres, plus riches, ne fût-ce qu'à l'endroit de mon projet qui donne la définition du social-chauvinisme (p. 22 de la brochure). La partie correspondante du projet deviendrait donc (j'indique les additions en italique) :

« Déformation représentée, d'une part, par le courant du social-chauvinisme, socialiste en paroles, chauvin en action, qui couvre du mot d'ordre de « défense de la patrie » la défense des intérêts de rapine de « sa » bourgeoisie nationale dans la guerre impérialiste, ainsi que la défense de la situation privilégiée des citoyens d'une nation riche à qui le pillage des colonies et des nations faibles procure d'énormes revenus. Cette déformation se trouve, d'autre part, dans la tendance internationale non moins large du « Centre » [...] ». (*Œuvres*, tome 26, pp. 169-171).

tralisée et, dans la même mesure, réformatrice, et la démocratie comme masque et instrument. Et c'est de cela précisément qu'a besoin maintenant le Capital partout où la crise éclate. C'est de cela qu'il a besoin surtout là où la crise générale se greffe, comme au Portugal, sur une crise endémique déjà existante. Ce n'est pas l'interdiction de deux partis d'extrême-gauche, aussi confus et démocratique soient-ils, avec celle d'un parti de droite pour donner un semblant d'équilibre, qui viendra nous démentir.

Si, de ces événements qualifiés de « socialistes » (mais l'adjectif n'est-il pas lui-même un ingrédient indispensable du fascisme, et la démocratie d'après-guerre n'a-t-elle pas hérité de la substance de ce dernier ?), on peut tirer une leçon qui serve demain aux prolétaires, c'est que même un programme timide de rajeunissement de structures économiques archaïques — dans le cadre de l'ordre bourgeois maintenu — impose le recours à la force organisée. Le dernier épisode de la « révolution fleurie » n'apportera rien aux prolétaires, sinon quelques miettes sur le plan matériel et une forte dose d'opium réformiste et démocratique sur le plan « spirituel ». Leur révolution, qui ne se fera pas avec des fleurs, commencera là où et quand ils auront redécouvert — et pour se défendre avant même d'attaquer — cette arme que brandit aujourd'hui leur faux ami, l'arme de la violence de classe.

Elle, et elle seule, est vraiment et radicalement novatrice.

La poudrière indochinoise

(suite de la page 1)

Et quand la sanglante Amérique fait pleuvoir sur la péninsule plus de 15 millions de tonnes de bombes, le Cambodge et le Laos se mettent en branle, la pression exercée sur la Thaïlande provoque la révolte ; le corps expéditionnaire américain se ramollit, le feu de la révolution entoure les régimes corrompus, attaque leur charpente, et oblige les Etats-Unis à chercher, avec les accords de Paris, un nouvel équilibre dans le cadre de la modification des alliances aujourd'hui diplomatiques ... et demain militaires en Asie.

**

Si le GRP fixe comme objectif à la foudroyante offensive d'aujourd'hui le respect des accords de Paris, où ses encombrants amis « socialistes » l'ont poussé sur des positions en deçà de celles des accords de Genève, qui peut dire si à Saïgon les classes dirigeantes sont capables de mettre sur pied un gouvernement qui ne soit pas emporté par la débâcle ? Qui peut dire si dans leur élan impétueux les troupes « rebelles » ne vont pas se passer de négociations, et ne vont pas ôter à Washington tout espoir d'une zone « neutre » au Sud ?

Si l'aimable soutien de la Russie au régime honteux de Lon Nol vient de cesser faute de protégé, si les manœuvres de la Chine ont permis de chapeauter la guérilla paysanne avec la monarchie vermoulue de Sihanouk, ce dernier n'aura pas trop, après la défaite américaine, de toute la dialectique de Moscou et de Pékin pour empêcher le front hétéroclite du FUNK d'éclater, et pour dissuader les masses populaires d'avancer leurs exigences propres.

En dépit de ce que dit le programme archi-modéré du GRP, qui ne fait que reprendre la vieille liturgie bourgeoise, le résultat de la révolution démocratique n'est pas « la réconciliation et la concorde nationales », mais bien le déchaînement de la lutte des classes moderne. Les paysans veulent la terre, les masses immenses de chômeurs veulent du travail, les travailleurs veulent du riz. Se laisseront-ils désarmer sans réagir ?

Quand on voit les Américains masser des troupes aux frontiè-

res cambodgiennes de la Thaïlande, où la guérilla continue, où les émeutes urbaines sont possibles, et où le gouvernement vient démagogiquement de leur demander de retirer ces troupes qui sont là avec la bénédiction de Mao, ne peut-on pas espérer que ce vaste pays s'enflamme à son tour ?

La réponse que les faits donneront à ces questions sera le résultat de la combinaison de facteurs complexes. Mais une chose est sûre. Quel que soit le cours immédiat des événements, la révolution indochinoise n'est pas finie, la péninsule reste toujours une poudrière, et les forces qui ont fait irruption sur la scène de l'histoire ne sont pas près de la quitter.

Nous luttons, quant à nous, pour que le prolétariat des métropoles capitalistes, le grand absent de ce drame où les masses d'Asie l'appellent pourtant au combat, retrouve le chemin de la lutte de classe, de la lutte contre les monstres de la domination impérialiste et leurs laquais réformistes. C'est ainsi qu'il pourra régler la dette immense qu'il a envers les opprimés du « Tiers Monde » et d'Indochine en particulier ; c'est ainsi qu'il pourra en même temps lutter pour son émancipation et permettre à la révolution anticoloniale indochinoise de briser les chaînes qui l'entravent, de donner toutes ses potentialités, et d'aller jusqu'au bout, pour le plus grand bénéfice de la révolution mondiale.

PRESSE INTERNATIONALE

Ecco il sommario del Nr 6 (20 marzo 1975) del nostro quindicinale in lingua italiana

il programma comunista

- La menzogna della « democrazia non violenta »
- Basi oggettive e delimitazione programmatica del fronte unito proletario
- Quando l'opportunismo si mobilita in veste « rivoluzionaria »
- Svizzera : una giornata di ... rifiuto di ogni azione
- Sul convegno provinciale dei « circoli operai » di Venezia-Mestre
- Riforma agraria in Etiopia e secessione eritrea
- Il « secondo decennio di sviluppo » nell'Africa nera
- Democrazia : sindacalizzare i militari e militarizzare i sindacati
- Corso dell'imperialismo mondiale
- Ultima trovata : il « risparmio-casa »
- Una lotta dei tramvieri a Napoli
- Alta strategia sindacale
- Disoccupazione in marcia
- Vittoria sull'inflazione

*

Sumario del N° 16 (enero 1975) de :

EL PROGRAMA COMUNISTA

- La parabola del laborismo.
- La unica via de emancipacion del proletariado es la de la insurreccion, de la destruccion del Estado burgés, y de la dictadura (El problema del poder — La toma del poder — El empleo de la violencia).

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti, Souscrivez !

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

PORTUGAL

(suite de la page 1)

tion révolutionnaire des masses, qu'ont-ils légitimé, sinon l'intervention des résistances de couches bourgeoises timorées et de couches foncières réticentes d'une part, et contre les poussées de révolte de prolétaires et de paysans pauvres d'autre part ?

Seule force organisée, le MFA prend appui sur ce qui est, de la part des organisations ouvrières, non seulement un renoncement à la force mais aussi la condamnation de celle-ci quand elle est exercée directement et donc sous une forme antidémocratique, comme toute force révolutionnaire qui se respecte. Il s'appuie sur l'appel à l'ordre lancé par Cunhal le 16 mars : « Pas de peines capitales », voilà ce qu'a répliqué le secrétaire général du PCP à la foule qui réclamait que l'on prenne des mesures radicales, « nous sommes pour une voie démocratique non violente ». Le MFA vole au réformisme des socialistes et des communistes « son secret, en réformant et en transformant d'autorité le pays. Il s'érige en organe législatif et exécutif superposé aux futurs organes légaux dont il sait bien qu'ils lui serviront de couverture. Il affirme ainsi et traduit dans les actes la nécessité de l'Etat fort, de la démocratie musclée — et semble dire, mais ce n'est pas un paradoxe, que dans l'armée « révolutionnaire » portugaise se trouvent synthétisés le fascisme en tant que réalité de domination cen-

tralisee et, dans la même mesure, réformatrice, et la démocratie comme masque et instrument. Et c'est de cela précisément qu'a besoin maintenant le Capital partout où la crise éclate. C'est de cela qu'il a besoin surtout là où la crise générale se greffe, comme au Portugal, sur une crise endémique déjà existante. Ce n'est pas l'interdiction de deux partis d'extrême-gauche, aussi confus et démocratique soient-ils, avec celle d'un parti de droite pour donner un semblant d'équilibre, qui viendra nous démentir.

Si, de ces événements qualifiés de « socialistes » (mais l'adjectif n'est-il pas lui-même un ingrédient indispensable du fascisme, et la démocratie d'après-guerre n'a-t-elle pas hérité de la substance de ce dernier ?), on peut tirer une leçon qui serve demain aux prolétaires, c'est que même un programme timide de rajeunissement de structures économiques archaïques — dans le cadre de l'ordre bourgeois maintenu — impose le recours à la force organisée. Le dernier épisode de la « révolution fleurie » n'apportera rien aux prolétaires, sinon quelques miettes sur le plan matériel et une forte dose d'opium réformiste et démocratique sur le plan « spirituel ». Leur révolution, qui ne se fera pas avec des fleurs, commencera là où et quand ils auront redécouvert — et pour se défendre avant même d'attaquer — cette arme que brandit aujourd'hui leur faux ami, l'arme de la violence de classe.

Elle, et elle seule, est vraiment et radicalement novatrice.

PERMANENCES DU PARTI

● A Amiens : les dimanches 13 et 27 avril, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret).

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Marseille : les samedis 5 et 19 avril, puis 3, 19 et 31 mai, de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

● A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klappersteil 68.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couplés, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place Lafourcade (St-Michel).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19